

Initiatives ministérielles

Nous estimons au contraire qu'il vaudrait mieux redonner à Petro-Canada sa vocation nationale, compte tenu surtout de la conjoncture internationale actuelle. Ce sont les actionnaires qui souffriront le plus de la privatisation de Petro-Canada, j'entends par là les Canadiens qui ont investi dans cette entreprise magnifique et puissante. Le gouvernement ne devrait pas escroquer les contribuables canadiens qui ont investi dans Petro-Canada.

Les contribuables de notre pays ont en effet investi plus de 4 milliards de dollars dans cette entreprise. À titre d'actionnaires, en fin de compte, ils n'ont pas été consultés pour savoir s'ils voulaient se défaire de cette entreprise. Pourtant, dans toutes les sociétés, sauf peut-être les sociétés d'État, ce sont les actionnaires qui ont le droit de décider en fin de compte. On les prive d'un droit fondamental en tant qu'actionnaires de la société.

• (1530)

Petro-Canada, une fois privatisée, servira uniquement les intérêts des actionnaires à la recherche de profits, recherche qui risque de primer sur toute autre considération, y compris la nécessité pour le Canada de devenir autosuffisant, de continuer de trouver des moyens de réaliser des économies d'énergie, de garantir la sécurité des approvisionnements, non seulement aujourd'hui, mais également dans les années à venir.

Vous vous souviendrez, monsieur le Président, et j'invite le député d'en face à prêter une attention particulière à mes propos, que, lors du débat sur le libre-échange, la question de la vente de nos ressources énergétiques à nos voisins du Sud a été l'un des points dominants des discussions. Autrement dit, et je crois que je me souviens assez bien des faits, le Canada devait continuer de vendre ses ressources et ses approvisionnements d'énergie aux États-Unis, de continuer de les approvisionner comme dans le passé, et de leur vendre l'énergie au même prix qu'avant, quelles que soient les hausses de prix pratiquées au Canada. Je me demande s'il est sage maintenant compte tenu de l'entente conclue le 1^{er} janvier 1989, de vouloir vendre cette ressource vitale alors que nous avons déjà promis de faire bénéficier les États-Unis de tout projet futur de mise en valeur de nos ressources énergétiques.

On nous dit que l'on doit vendre Petro-Canada sous prétexte que des sommes énormes doivent être injectées dans la société, soit 500 millions de dollars ou quelque

chose du genre. Je tiens à signaler que la valeur des ressources souterraines de cette société a augmenté depuis deux ou trois mois, c'est-à-dire depuis que la crise du Golfe a pris de l'ampleur. La valeur des ressources souterraines s'est accrue de plus de 500 millions de dollars, somme dont la société a besoin pour continuer ses activités de prospection en vue de développer de nouveaux champs de pétrole et de gaz naturel.

Je ne crois pas que la raison fondamentale pour laquelle le gouvernement a décidé de se défaire de Petro-Canada ne soit encore valable étant donné que la valeur des réserves souterraines a beaucoup augmenté depuis deux ou trois mois et que la situation a donc changé depuis que le gouvernement a décidé de vendre ces réserves.

Je sais que le temps dont je disposais tire à sa fin. Permettez-moi de terminer mon discours de la même façon que je l'ai commencé, c'est-à-dire en donnant une brève description de ce qu'est Petro-Canada aujourd'hui. C'est une société canadienne vitale et prospère qui comprend l'importance d'économiser l'énergie. Elle possède ses avoirs au nom de tous les Canadiens.

Comme le *Citizen* l'a dit: «Vendre Petro-Canada aujourd'hui, c'est vendre une ressource vitale au mauvais moment.» Le gouvernement vend cette société d'État pour les mauvaises raisons, et il la vend certainement au mauvais prix étant donné la hausse de la valeur des réserves souterraines. C'est une mauvaise décision que de vendre Petro-Canada aujourd'hui au détriment de tous les Canadiens et de compromettre ainsi notre indépendance énergétique.

M. Jim Peterson (Willowdale): Monsieur le Président, nous avons tous été impressionnés par la profondeur des connaissances et de l'engagement du dernier député.

À son avis, le gouvernement cherche-t-il à vendre uniquement les sociétés d'État qui rapportent aux contribuables et qui font rentrer de l'argent dans nos coffres, et également celles qui peuvent le faire à l'avenir, comme c'est le cas pour Petro-Canada, au moment où les prix de l'énergie sont à la hausse? Le gouvernement est-il en train de vendre toutes celles qui réussissent, gardant pour les Canadiens uniquement celles qui n'ont pas d'avenir?

M. Comuzzi: Monsieur le Président, je remercie le député de Willowdale de sa question.

Permettez-moi de commencer par établir une analogie entre la privatisation de Petro-Canada et celle de l'aéroport 3 de l'aéroport international Pearson. Nous savons